



Universiteit
Leiden
The Netherlands

Réflexions sur la diplomatie religieuse des pays du Golfe et les défis qu'elle pose pour les pays ouest-africains.

Kaag, M.M.A.; Mesa, B.

Citation

Kaag, M. M. A. (2023). Réflexions sur la diplomatie religieuse des pays du Golfe et les défis qu'elle pose pour les pays ouest-africains. In B. Mesa (Ed.), *Les 3 D*: (pp. 97-106). Bonn: Konrad-Adenauer-Stiftung e.V. Retrieved from <https://hdl.handle.net/1887/3640038>

Version: Publisher's Version

License: [Leiden University Non-exclusive license](#)

Downloaded from: <https://hdl.handle.net/1887/3640038>

Note: To cite this publication please use the final published version (if applicable).

Réflexions sur la diplomatie religieuse des pays du Golfe et les défis qu'elle pose pour les pays ouest-africains

Mayke Kaag

Introduction

Tandis que les pays du Golfe misent sur le sport (l'Europe), sur le pétrole (la Chine) ou sur le support militaire et la médiation pour la paix (la Corne de l'Afrique) comme outils de leur diplomatie (Mosley, 2022 ; He, 2022 ; Mahmood, 2020), dans les pays ouest-africains, depuis les années 70, la religion a été un instrument diplomatique primordial.

Cette diplomatie religieuse se structure à différents niveaux : multilatéral avec l'Organisation de la coopération islamique (OCI)¹ comme plateforme majeure, bilatéral entre les États, et au niveau de la société civile par le biais des ONG islamiques. L'OIC est une organisation multilatérale rassemblant 57 États-membres : les pays ouest-africains et tous les pays du Golfe². Elle a été fondée en 1972, projet guidé particulièrement par l'Arabie saoudite et ses voisins. C'est à partir des années 80 que d'autres pays-membres ont commencé à demander davantage d'influence ainsi qu'une approche plus égalitaire en son sein (Bianchi, 2004). L'Arabie saoudite a une très grande influence sur l'organisation, le siège de l'OCI étant basé à Djeddah.

L'Arabie saoudite occupe une position favorable par son influence sur la répartition des fonctions et des départements. On constate que les pays africains sont favorisés par les pays asiatiques et que les pays arabes, riches, cherchent le soutien des pays africains les plus pauvres pour neutraliser l'influence des pays asiatiques économiquement et politiquement émergents. Ainsi, les rivalités entre les pouvoirs arabes et

asiatiques donnent du poids aux pays africains, qui constituent un tiers des membres de l'OCI mais seulement une petite fraction des musulmans à l'échelle mondiale (Bianchi, 2004).

Au-delà de la diplomatie au sein de l'OCI, les pays du Golfe déploient aussi une diplomatie religieuse au niveau bilatéral avec les pays ouest-africains. Les Émirats Arabes Unis (EAU), par exemple, donnaient en 2018 4,3 millions de dollars pour des sites religieux (construction de mosquées, par exemple), 7,8 millions de dollars pour des programmes caritatifs et 0,7 million pour des programmes saisonniers (distribution de vivres pendant le ramadan, etc.) au Mali (UAE Foreign Aid report, 2018 ; voir également Kourgiotis, 2020).

Les ONG islamiques sont souvent les intermédiaires par lesquels les États du Golfe distribuent leurs aides, et, en ce sens, celles-ci font de la "para-diplomatie" (Chatterji and Saha, 2017).

En dehors du fait que la diplomatie religieuse se manifeste à des niveaux divers, elle s'investit aussi dans différents domaines, parmi lesquels figurent : le hajj, le pèlerinage à la Mecque, qui est officiellement régi par l'OIC mais sur lequel l'Arabie saoudite maintient un pouvoir symbolique. Avec le hajj et la bonne organisation de ce défi logistique énorme, l'Arabie saoudite réaffirme sa position de centre du monde musulman, tandis que cet événement lui permet aussi de diversifier sa diplomatie. La diplomatie religieuse peut aussi prendre la forme d'une diplomatie culturelle. L'Iran, par exemple, par le biais de centres culturels, fait la promotion de sa culture et de sa langue qui diffèrent des autres pays du Golfe et de l'islam chiite (Wastnidge, 2015 ; Rad, 2010). Finalement, l'éducation (religieuse) est un domaine privilégié de la diplomatie des pays du Golfe en Afrique de l'Ouest, à travers des programmes de bourses à destination des étudiants africains, par le financement d'écoles et d'universités et par le don de matériels scolaires (Kaag, 2008 ; Sahla, 2018).

Finalement, il est important de noter que, bien souvent, la diplomatie religieuse est liée à la diplomatie politique et/ou économique d'un pays.

Autrement dit, le domaine religieux n'est pas le but final de la diplomatie mais il est instrumentalisé à d'autres fins.

Ainsi, je propose d'examiner plus en détail quelques éléments de la diplomatie religieuse des pays du Golfe en Afrique de l'Ouest pour explorer quelles en sont les opportunités et les défis pour les pays et les populations africaines. Je me pencherai tout d'abord sur le rôle des ONG islamiques dans les efforts diplomatiques des pays du Golfe. Leurs activités sont diverses, mais elles ont en commun de servir souvent de vecteur à la propagation des idéologies religieuses (wahhabisme, salafisme, islam chiite) et, par extension, à l'influence politique et culturelle des États qui sont derrière ces initiatives.

Ensuite, je me focaliserai plus spécifiquement sur l'éducation (religieuse) comme domaine privilégié de la diplomatie religieuse des pays du Golfe en Afrique de l'Ouest. L'étude du nouveau campus des filles de l'Université internationale islamique à Niamey au Niger servira ensuite à mieux illustrer les profits et les défis possibles de cette diplomatie religieuse pour les pays ouest-africains. En conclusion, je ferai la synthèse des opportunités et des défis, et je mettrai en perspective brièvement le rôle des différents acteurs.

Les ONG islamiques comme moyens de *soft power*

La fin des années 70 et le début des années 80 ont vu la naissance des premières ONG islamiques transnationales dans le contexte de la guerre en Afghanistan, naissance rendue possible financièrement par le boom pétrolier dans les pays arabes (Ghandour, 2002). Au cours des années suivantes, ces ONG ont commencé à travailler dans d'autres zones, notamment en Asie et en Afrique. L'Organisation islamique internationale de secours (IIRO), l'une des premières ONG internationales saoudiennes, fondée en 1978 par le gouvernement saoudien, a commencé à travailler en Afrique au début des années 80 (Kaag, 2009). L'organisation koweïtienne, l'Agence des musulmans d'Afrique (AMA), était également une des ONG islamiques internationales présentes sur le continent africain. WAMY (Association mondiale de la jeunesse musulmane (Arabie saoudite) et

la Ligue islamique (aussi saoudienne) sont des ONG islamiques du Golfe qui travaillent en Afrique de l'Ouest depuis longtemps. D'autres ONG islamiques comme Al Haramain et la Fondation Makka al Mukkarama avaient commencé à travailler en Afrique de l'ouest dans les années 90, mais elles ont été dissoutes ou obligées de partir à cause des mesures prises dans le contexte de « la guerre contre le terrorisme », lancée par l'administration des Etats-Unis après les attentats du 11 septembre 2001³.

Les ONG islamiques du Golfe travaillant en Afrique de l'Ouest sont de caractères divers. Elles peuvent se spécialiser dans le domaine de la santé, de l'éducation ou bien avoir tout un éventail d'activités diverses, depuis la construction de mosquées, la distribution de vivres pendant le ramadan et l'organisation de caravanes médicales jusqu'à la gestion de grands complexes comprenant orphelinat, *école et centre social*. Ce qu'elles ont en commun est qu'elles ne sont pas des simples ONG gérées par des musulmans mais que l'islam est la source ainsi que le but de leur travail. Ces organisations dépendent en grande partie des dons pieux des pays du Golfe (*zakat* et *sadaqa*), tandis que la finalité de leur travail est de rapprocher les personnes de Dieu, par la rééducation s'il s'agit de musulmans ou par la conversion s'il s'agit de non-musulmans (Kaag, 2008). Les ONG islamiques des pays du Golfe font généralement la promotion d'un islam salafiste, tandis que les organisations iraniennes ont pour but de répandre le chiisme (Kaag et Sahla, 2020).

Bien que ces ONG aient leurs propres motivations et missions religieuses, elles sont également utilisées par les États dans des objectifs géopolitiques. L'IIRO, par exemple, avait été créée par l'Arabie saoudite pour contrecarrer l'influence du panarabisme promu par le président égyptien Gamal Abdel Nasser (Wright, 2015). À l'ère actuelle, des organisations comme Qatar Charity et Human Appeal International sont également des instruments pour les politiques extérieures respectivement du Qatar et des EAU (Ghandour, 2002 ; Kourgiotis, 2020).

Au-delà de la compétition intra-arabe et intra-musulmane, les ONG islamiques sont également en compétition avec l'Occident. Dans les zones de transition entre les sphères musulmane et chrétienne en Afrique de l'Ouest et centrale, par exemple, la construction de petites

mosquées sert (également) à signaler que cette zone est une zone musulmane. Ainsi, d'un côté, on pourrait dire que la construction de mosquées par ces ONG islamiques du Golfe est une bonne chose, car elle permet aux populations souvent démunies des zones rurales d'avoir leur lieu de culte. D'un autre côté, le fait que ces mosquées servent également une stratégie géopolitique de marquage de l'espace reflète des dynamiques plus négatives. Dans le sud du Tchad, par exemple, elles indiquent une compétition forte entre des ONG chrétiennes et des ONG islamiques, compétition qui inclut des tentatives de conversion parfois assez agressives de la part des ONG islamiques et des organisations chrétiennes et en conséquence une polarisation des communautés locales (Kaag, 2008). Dans la partie suivante, j'explore comment l'éducation joue un rôle dans les compétitions dans lesquelles les gouvernements et les ONG islamiques des pays du Golfe se sont engagés et ce que cela signifie pour les États et les populations ouest-africaines.

L'éducation comme domaine privilégié de la diplomatie religieuse

Beaucoup d'initiatives de la diplomatie religieuse des pays du Golfe misent sur l'éducation, et cela concerne entre autres l'offre de bourses pour étudier en Arabie saoudite, au Qatar, dans les EAU, en Iran. Les pays du Golfe, directement ou par la voie des ONG islamiques, financent également des écoles primaires et secondaires et des universités dans les pays ouest-africains. Parfois ils s'occupent de la gestion entière de ces écoles, parfois ils financent des enseignants (religieux) ou fournissent du matériel scolaire. De cette façon, les pays du Golfe aident à la scolarisation des enfants ouest-africains orphelins ou issus de familles très modestes ou orphelins.

Même si en général ces instituts d'enseignement suivent le curriculum national des pays où ils sont établis, il y a toujours une marge de manœuvre pour promouvoir des messages religieux, culturels et géopolitiques spécifiques qui font de l'éducation un espace de diplomatie effective. En plus, il y a des initiatives d'éducation religieuse qui ne font pas partie d'un curriculum national, par exemple dans des camps pour nouveaux

convertis (Kaag, 2008). Il est clair que l'éducation est un champ de compétition par excellence, où différentes idéologies et courants religieux se rencontrent et où les élèves sont inclus dans des milieux sociaux spécifiques et développent leurs réseaux sociaux (Kaag, 2018). Il ne faut donc pas s'étonner que la compétition entre l'Arabie saoudite et l'Iran se manifeste d'une façon privilégiée dans le domaine de l'éducation. Sahla (2018) décrit comment au Ghana, par exemple, des universités financées par l'Arabie saoudite, d'une part, et par l'Iran, d'autre part, sont utilisées stratégiquement pour accroître leur influence respective dans le pays. Sahla décrit également comment la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran offre des opportunités aux acteurs locaux pour obtenir ce qu'ils souhaitent, en faisant pression et en incitant les Saoudiens à soutenir leur projet universitaire afin de ne pas laisser l'Iran récupérer cette sphère d'influence. Il faut néanmoins noter qu'une tension existe entre la présence d'opportunités pour certaines catégories bien placées et sachant tirer profit de cette compétition et les défis posés à la société dans un sens plus large. Ce dernier point sera illustré dans le cas suivant.

Le cas du campus des filles de l'Université islamique internationale à Niamey⁴

En 2021 j'ai visité le nouveau campus des filles de l'Université islamique internationale de Niamey. Ce campus fait partie d'une université très connue en Afrique de l'Ouest financée par l'Arabie saoudite et dont le campus majeur pour les garçons se trouve à Say, à une quarantaine de kilomètres de Niamey. J'étais avec un groupe de collègues africains, tous musulmans. Le nouveau campus pour les filles s'élève majestueusement dans un quartier qui n'est pas très aisé, en dehors du centre de Niamey. On venait de terminer les bâtiments, et l'université des filles n'était pas encore opérationnelle, seule l'inscription des étudiantes était ouverte. D'un côté, mes collègues étaient ravis de voir cette opportunité d'éducation pour les filles et étaient en admiration devant les immeubles du campus. Celui-ci compte sept facultés, où on enseigne non seulement les sciences religieuses, mais également d'autres sciences comme l'économie et la gestion, les sciences sociales, les sciences infirmières, etc., et des dortoirs. De l'autre côté, mes collègues étaient ennuyés parce qu'ils percevaient

ce campus flambant neuf comme un signe évident que les Saoudiens souhaitaient montrer une certaine supériorité. Ensuite, il y avait de la méfiance sur ce qu'on allait y enseigner. Est-ce que le gouvernement serait capable de contrôler cela ? Certains collègues disaient qu'une approche salafiste n'était pas ce dont le Niger avait besoin et exprimaient leurs craintes de voir s'accroître une polarisation au sein de la communauté musulmane. À l'issue de la présentation des bâtiments, nous avons eu une conversation assez houleuse avec le recteur nigérien, particulièrement quand nous avons appris que seules les filles musulmanes pouvaient y être inscrites. Pour la majorité de mes collègues, cela paraissait logique pour la faculté des sciences religieuses, mais pourquoi cela devait-il être obligatoire pour les facultés de gestion ou des sciences sociales ou même pour la faculté des sciences infirmières ? Un de mes collègues disait que lui-même avait inscrit ses enfants dans une école catholique, donc pourquoi des filles chrétiennes ne pouvaient pas être admises dans cette université islamique ? De plus, il y avait le souci que la stratégie géopolitique de l'État saoudien conviendrait bien au gouvernement nigérien qui pouvait faire étalage d'un tel projet prestigieux – mais y aura-t-il suffisamment d'attention quant aux répercussions possibles sur des questions sociétales plus larges comme celle du bien-être et de la paix sociale ?

Conclusion. La diplomatie religieuse des pays du Golfe en Afrique de l'Ouest : quelles opportunités, quels défis ?

Dans ce qui précède, j'ai affirmé que la diplomatie des pays du Golfe a souvent pris la forme d'une diplomatie religieuse dans les pays ouest-africains à majorité musulmane ou dans lesquels les musulmans constituent une partie substantielle de la population. Il est clair que cette diplomatie religieuse, fréquemment déployée sous la forme de financements par le biais d'entités islamiques ou à travers le financement d'activités à caractère religieux, a des aspects positifs pour les États et les populations ouest-africaines. Ainsi, les financements peuvent aider à développer l'éducation et les infrastructures religieuses et à réduire la pauvreté en Afrique de l'Ouest. De plus, il a été montré que la compétition entre pays du Golfe et autres intervenants offre des opportunités pour les acteurs africains. Ainsi, au sein de l'OCI, les pays africains profitent

d'une compétition accrue entre les pays-membres, les États asiatiques ou les États arabes, ce qui leur offre des opportunités d'accéder à des postes de pouvoir dans l'organisation et de profiter du support financier arabe. Ces opportunités de jouer sur les rivalités entre partenaires se présentent également à d'autres niveaux : les relations bilatérales et la société civile.

Mais d'un autre côté, cette diplomatie religieuse présente de multiples défis : dans quelle mesure les offres sont-elles adaptées aux besoins et aux priorités locales ? On pourrait par exemple se demander si les populations rurales au sud du Tchad ont en priorité besoin de mosquées ou si elles ne seraient mieux aidées par un centre de santé ouvert à tout le monde. Surtout dans le domaine de l'éducation (religieuse), beaucoup d'acteurs ouest-africains ont des doutes quant au contenu de ce qui est enseigné dans les établissements financés par des pays du Golfe et se demandent si l'offre est compatible avec les traditions islamiques locales, ancrées dans le soufisme, et dans les pratiques culturelles africaines. Ce qui pose le défi du contrôle de ce qui est enseigné et des valeurs qui y sont transmises. Les États ouest-africains ont-ils la capacité pratique en termes de ressources humaines de faire ce monitoring ? Plus important encore : l'État et le gouvernement ont-ils suffisamment de volonté et de pouvoir pour défendre les intérêts de leurs populations face aux pays du Golfe et de leurs intérêts ? Les relations de pouvoir mondiales sont évidemment structurantes d'une grande partie de ce que les pays africains peuvent gagner de leurs connexions avec l'extérieur. Mais de surcroît, la réponse à la question de savoir si la diplomatie religieuse des pays du Golfe en Afrique de l'Ouest peut avoir des effets plutôt positifs ou négatifs dépend du rôle crucial de l'État et, dans la même veine, de la capacité des citoyens ouest-africains à contrôler leurs gouvernements.

Notes

- 1 L'Organisation de la coopération islamique, appelée à l'origine Organisation de la conférence islamique, a changé de nom en 2011.
- 2 https://en.wikipedia.org/wiki/Organisation_of_Islamic_Cooperation#cite_note-esposito-1998-164-8.

- 3 Pour plus d'informations sur comment ces ONG islamiques du Golfe ont été affectées par la « guerre contre le terrorisme » après les attentats du 11 septembre, voir par exemple Kaag, 2014.
- 4 Repris de ma conférence inaugurale (Kaag, 2022).

Références

- Bianchi R.R. (2004), *Guests of God: Pilgrimage and Politics in the Islamic World*, Oxford, Oxford University Press.
- Chatterji R. et Saha S. (2017), Para-Diplomacy: Concept and the Context, *India Quarterly*, 73(4), 375-394.
- Ghandour A.R. (2002), *Jihad humanitaire : enquête sur les ONG islamiques*, Paris, Flammarion.
- He L. (2022), *When China and Saudi Arabia meet, nothing matters more than oil*, CNN, December 9, 2022, <https://edition.cnn.com/2022/12/08/economy/china-xi-saudi-arabia-visit-oil-trade-intl-hnk/index.html>.
- Kaag M. (2022), « African Muslims and their Global Connections: Truth and Trust Making in Troubled Times », conférence inaugurale, Université d'Amsterdam, October 5, 2022.
- Kaag M. (2018), « Linking-In through Education? Exploring the Educational Question in Africa from the Perspective of Flows and (dis) Connections », *Sustainability*, 2018, 10(2), doi:10.3390/su10020496.
- Kaag M. (2017), « The Role of Islam in Forging Linkages between Africa and Asia from the 1970s: The Case of Islamic Relief and Development Support », in Pedro Miguel Amakasu Raposo de Medeiros Carvalho, David Arase and Scarlett Cornelissen (ed.), *Routledge Handbook of Africa-Asia Relations*, London, Routledge, p. 249-258.
- Kaag M. (2014), « Gulf Charities in Africa », in J. Benthall and R. Lacey, *Gulf Charities and Islamic Philanthropy in the "Age of Terror" and Beyond*, London and Berlin, Gerlach Press, p. 79-94.
- Kaag M. (2009), « Aide, Oumma et politique : les ONG islamiques transnationales au Tchad », in R. Otayek, B. Soares (éd.), *Islam : État et société en Afrique*, Paris, Karthala, p. 133-160.

- Kaag M. (2008), « Transnational Islamic NGOs in Chad: Islamic Solidarity in the Age of Neoliberalism », *Africa Today*, 54(3), p. 3-18.
- Kaag M. and Sahla S. (2020), « Reflections on Trust and Trust Making in the Work of Islamic Charities from the Gulf region in Africa », in Holger Weiss (ed.), *Muslim Faith-Based Organizations and Social Welfare in Africa*, London/ New York, Palgrave Macmillan, p. 61-84.
- Kourgiotis P. (2020), « Moderate Islam' Made in the United Arab Emirates: Public Diplomacy and the Politics of Containment », *Religions*, 11 (1), 43.
- Mahmood O.S. (2020), « The Middle East's Complicated Engagement with the Horn of Africa », United States Institute of Peace. www.usip.org.
- Mosley A. (2022), *Sports diplomacy in the GCC*, Jeddah/Geneva/Cambridge, Gulf Research Center.
- Sahla S. (2018), « In the Name of Geopolitics: The Proxy-War between Saudi-Arabia and Iran in Ghana by Means of Islamic NGOs », Unpublished Research Master's Thesis African Studies, Leiden University.
- United Arab Emirates Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation (2019), *UAE Foreign Aid Report 2018*. <https://www.mofaic.gov.ae/en/The-Ministry/UAE-International-Development-Cooperation/Annual-Foreign-Aid-Report>.
- Wastnidge E. (2015), « The Modalities of Iranian Soft Power: From Cultural Diplomacy to Soft War », *Politics*, vol. 35, Issue 3-4, 364-377.